



**ARRÊTÉ n° 2023/ 03 / 0468**

**Publié le 06/03/2023**

**Objet :** Autorisation de voirie du 22/03/23 au 06/04/23

République française  
Département du Gard  
**Commune de Vauvert**  
Direction des services techniques

Travaux de reprise définitive des enrobés

**Entreprise IMC TELECOM**

**Lieu : 104 rue le Versant –** [REDACTED]

## **ARRÊTÉ**

### **Le maire de la commune de Vauvert**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales dans son article L2212-2, L2213-2 et L2212-5, L2333-84 ainsi que R2333-105 et suivants,

**VU** le Code de la Route dans ses articles R417-10 et R411-8,

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par la loi n°82-623 du 28 juillet 1992,

**VU** le décret n°91-1147 du 14 octobre 1991,

**VU** l'arrêté préfectoral n°30.20201218-007 en date du 18/12/20 portant agrément de la fourrière SARL LE BRASINVERT - quartier de Senebier – route D38C - 13460 LES SAINTES MARIE DE LA MER,

**VU** l'arrêté en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière modifiée,

**VU** l'instruction interministérielle en date du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière modifiée,

**VU** le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz,

**VU** la délibération n°2021/02/001 en date du 08/02/21 du conseil municipal portant approbation de la convention de délégation de la fourrière municipale,

**VU** la délibération n°2017/01/010 en date du 30/01/2017 du conseil municipal relative à la création d'une redevance pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public communal ou non communal situé dans l'agglomération par une personne privée à l'occasion de travaux,

**VU** la délibération n°2019/02/026 en date du 01/03/19 du conseil municipal relatif aux tarifs des indemnités pour occupation sans titre du domaine public en nature et voie ou d'accessoire de la voirie,

**VU** le Règlement communal de voirie du 16 décembre 1986,

**VU** la permission de voirie ENEDIS n°51213611 accordée le 23/11/22,

**Vu** l'arrêté n°2023/01/0115 en date du 26/01/23 relatif aux travaux de raccordement électrique réalisés par l'entreprise IMC TELECOM rue le Versant,

**VU** l'avis de la Direction des Services Techniques,

**CONSIDERANT** la requête en date du 17/02/23 par laquelle l'entreprise IMC TELECOM – ZA de Galicante – 316 chemin de Galicante – 30128 GARONS sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal afin d'effectuer des travaux de reprise définitive des enrobés suite à des travaux de raccordement électrique en souterrain au n°104 de la rue le Versant à Vauvert,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules rue le Versant afin d'assurer le bon déroulement de ce chantier,

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** L'entreprise IMC TELECOM est autorisée à occuper le domaine public communal afin d'effectuer des travaux de reprise définitive des enrobés, rue le Versant, du 22/03/23 au 06/04/23, de 7h à 17h.

**Article 2 :** Du 22/03/23 au 06/04/23, de 7h à 17h, l'entreprise IMC TELECOM devra réaliser les travaux par demi-chaussée :

- Rue le Versant, du n°72 au n°128.

**Article 3 :** Du 22/03/23 au 06/04/23, de 7h à 17h, le stationnement des véhicules sera interdit, sauf pour les véhicules de l'entreprise IMC TELECOM :

- Rue le Versant, du n°72 au n°128.

**Article 4 :** Du 22/03/23 au 06/04/23, de 7h à 17h, la circulation des piétons sera interdite:

- Rue le Versant, du n°72 au n°128.

Les piétons devront obligatoirement emprunter le trottoir opposé.

**Article 5 :** L'entreprise IMC TELECOM sera chargée de la mise en place de la signalisation réglementaire et de l'affichage du présent arrêté, de jour et nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation. Le chantier sera signalé par des panneaux de type AK5 (travaux), AK3 (rétrécissement de chaussée), BK6A1 (stationnement interdit) et panneaux de chantier « PIETONS PRENEZ LE TROTTOIR D'EN FACE ».

**Article 6 :** Pendant le déroulement de son chantier, l'entreprise IMC TELECOM devra s'assurer du respect des directives mises en place dans le cadre de la lutte contre le COVID 19, tant à l'égard de ses employés que des éventuels usagers circulant à proximité de celui-ci.

**Article 7 :** La signalisation mise en place sera de la gamme normale et rétro réfléchissante. Le port d'un gilet de signalisation de classe 2 ou 3 est obligatoire. Les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles, gravillons).

**Article 8 :** Le Permissionnaire fera son affaire des déblais de chantier provenant des travaux afin d'assurer leur recyclage dans des sites appropriés. A la fin de chaque journée de travail, le matériel de chantier sera entreposé hors des emprises de la chaussée.

**Article 9 :** Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bûche mécanique, à la roue tronçonneuse ou la lame vibrante.

**Article 10 :** La reconstitution définitive de la chaussée se fera comme suit :

1. Chaussée en béton bitumeux (enrobés denses à chaud) : par enlèvement de l'enrobé à froid et son remplacement sur l'épaisseur de 10 centimètres par une couche de béton bitumeux en enrobé à chaud soigneusement mis en œuvre et compacté après redécoupage des bords de tranchée avec une surlargeur de 10 cm de chaque côté.

2. Chaussée revêtue d'un enduit superficiel : par exécution d'emplois partiels suivis d'un revêtement bicouche à l'émulsion acide de bitume à 65% en couche de fermeture par une entreprise spécialisée dans l'utilisation des produits noirs.

**Article 11 :** Les lèvres de chaussée devront subir un traitement à l'émulsion de bitume à chaud avec sablage au grain de riz.

**Article 12 :** Les engins de terrassement d'usage courant sont autorisés à l'exclusion de tous engins munis de chenilles, quel qu'en soit le modèle.

**Article 13 :** L'entreprise devra prévenir par téléphone le responsable du service voirie au 07 26 06 29 80 et la police municipale au 04 66 73 10 80 le jour où cette signalisation sera posée.

**Article 14 :** La personne de l'entreprise responsable du chantier, qui pourra être appelée de jour comme de nuit y compris le week-end, pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est :

Agent de permanence : Mme. Johanna MUSELET  
Portable : 07 49 70 22 69

**Article 15 :** La validité de l'autorisation de commencement des travaux est subordonnée à la notification du présent arrêté au pétitionnaire et à l'acquiescement par celui-ci de la redevance d'occupation du domaine public correspondante précisée à l'article 16 du présent arrêté. La date limite de validité de ladite autorisation est le 06/04/23. Au-delà de cette date, elle sera considérée comme nulle et devra obligatoirement faire l'objet d'une demande écrite de renouvellement.

**Article 16 :** Le pétitionnaire n'est redevable d'aucune redevance d'occupation du domaine public, celle-ci étant perçue annuellement en application de l'article R2333-105 et suivants du CGCT, du décret n°2015-334 du 25 mars 2015 et de la délibération n°2015/09/114 du 28/09/2015.

**Article 17 :** La présente autorisation ne concerne que la voirie. Pour les réseaux divers, le permissionnaire devra adresser des D.I.C.T aux services publics concernés : Saur, France Télécom, EDF GDF, ... (liste non limitative).

**Article 18 :** Le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

**Article 19 :** Madame la Directrice Générale des Services, veillera à la bonne exécution du présent arrêté.

Fait à Vauvert, le 06 MARS 2023  
pour le maire,

l'adjointe déléguée à la  
voirie,

  
  
Annick CHOPARD

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu de :

- son dépôt en préfecture le.....
- sa notification le.....
- sa publication le.....

et informe qu'en vertu du décret 83-1025 le présent peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter du .....

Pour le maire par délégation,  
la directrice générale des services,  
Yolande Cavalier